

mit dem wir alle am Schluss einverstanden sind. Die Zeit wird es uns zeigen.

Es wäre ein Fehltritt auf der Zielgeraden, die Mehrheit zu unterstützen. Ich bitte Sie im Namen der BDP-Fraktion, die Minderheit zu unterstützen.

Präsident (Stahl Jürg, erster Vizepräsident): Die grünliberale Fraktion unterstützt den Antrag der Minderheit Jauslin. Frau Bundesrätin Sommaruga verzichtet auf ein weiteres Votum.

Romano Marco (C, TI), für die Kommission: Wie bereits erwähnt, hat die Kommission am Ende der Detailberatung diese Vorlage mit 12 zu 9 Stimmen bei 3 Enthaltungen abgelehnt. Den einen gehen die Gesetzesänderungen im restriktiven Sinne zu weit, den anderen sind sie noch zu schwach. Im Grundsatz wird aber eine Reihe von parlamentarischen Initiativen umgesetzt und werden viele Anliegen der Kantone gesetzlich statuiert. Die vereinfachte Integration von vorläufig Aufgenommenen in den Arbeitsmarkt ist eine konkrete Massnahme, um die Einwanderung in den kommenden Jahren einzudämmen.

Zuletzt hat die Kommission im Rahmen ihrer Beratungen dieses Gesetzentwurfes Kenntnis genommen von zwei Petitionen, die beide die Anforderungen an die Integration von Ausländern verstärken möchten. Es handelt sich um die Petition Fischer Eugen 16.2001, «Für eine Integrationspflicht», und die Petition Baier Peter 16.2011, «Zusätzliche Massnahmen zur Förderung der Integration von Flüchtlingen und Asylbewerbern». Das Anliegen dieser Petitionen wird durch den Gesetzentwurf weitgehend aufgenommen und erfüllt. Artikel 33 der Bundesverfassung verlangt, dass die Adressaten einer Petition – im vorliegenden Fall sind dies die eidgenössischen Räte – von dieser Kenntnis nehmen müssen. Diese Kenntnisnahme erfolgt jetzt aufgrund meiner Berichtserstattung.

Nantermod Philippe (RL, VS), pour la commission: Nous arrivons aux termes des débats et, de manière un peu surprenante, après avoir débattu de tous ces sujets, de tous ces articles, la commission, par 11 voix contre 9 et 3 abstentions, a décidé de rejeter le projet de loi lors du vote sur l'ensemble.

Pour certains de vos représentants, il y a, dans ce projet, trop de mesures d'intégration et pas assez de mesures de restriction. Autrement dit, malgré tous les points que nous avons évoqués, la loi va trop loin dans l'intégration et, comme nous l'avons entendu, l'intégration n'est pas une tâche publique.

A contrario, pour d'autres, la nouvelle loi est trop restrictive, elle supprime trop de droits fondamentaux, dont – ligne rouge infranchissable – le droit au regroupement familial pour les bénéficiaires d'une admission provisoire. L'un dans l'autre, les arguments s'accumulant, les oppositions se manifestant de part et d'autre, par 11 voix contre 9 et 3 abstentions, la commission a donc rejeté le projet de loi. Puisque notre conseil était déjà entré en matière précédemment, il nous fallait aujourd'hui, malgré tout, procéder à toute la discussion par article.

La majorité de la commission vous invite donc à rejeter le projet de loi lors du vote sur l'ensemble, contrairement à ce que propose la minorité Jauslin. Mais chacun est libre, évidemment, de voter en son âme et conscience.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 13.030/13 843)

Für Annahme des Entwurfes ... 113 Stimmen

Dagegen ... 65 Stimmen

(5 Enthaltungen)

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Bundesrat beantragt in seiner Botschaft die Abschreibung von fünf Motionen. Die Kommission hat dazu nicht Stellung genommen, da sie den Entwurf in der Gesamtabstimmung abge-

lehnt hat. Über die Abschreibung der Vorstösse wird in einer späteren Debatte entschieden, wenn das Schicksal der Vorlage klar ist und die Kommission hierzu Antrag gestellt hat.

16.3213

**Motion Romano Marco.
Kompetenz zur verdeckten
Registrierung im SIS. Fedpol
muss nicht ausgeschlossen bleiben**

**Motion Romano Marco.
Compétence d'enregistrement
de surveillances discrètes dans
le système d'information Schengen.
Fedpol ne doit pas être mis de côté**

**Mozione Romano Marco.
Competenza per la sorveglianza
discreta nel SIS.
Fedpol non deve restare escluso**

Nationalrat/Conseil national 17.06.16

Nationalrat/Conseil national 14.09.16

Romano Marco (C, TI): Parfois, notre système conduit à des situations absurdes. Cette motion vise simplement à élaborer une disposition légale désirée par le Conseil fédéral et qui fait l'objet d'une proposition concrète du deuxième rapport de la «task force» TETRA. Mais que se passe-t-il? La gauche, ou plutôt un représentant du parti socialiste, a décidé de la combattre. Je suis étonné. On veut donner à Fedpol la possibilité nécessaire et désirée de procéder à une surveillance discrète des voyageurs à motivations terroristes et de consigner leurs déplacements dans le Système d'information Schengen. On ne peut pas prévenir si on ne contrôle pas. La mesure est urgente et acceptée par les spécialistes, mais, je le répète, la gauche fait obstacle à la sécurité nationale avec une approche strictement idéologique.

Con questa mozione, accettata dal Consiglio federale, chiedo che il governo istituisca una base legale che consenta a Fedpol di sorvegliare in maniera discreta nel sistema d'informazione Schengen le persone che intraprendono viaggi a fini terroristici. La sorveglianza discreta nel SIS costituisce uno strumento importante in quanto consente di seguire i movimenti della persona sorvegliata. E una misura necessaria, opportuna, mirata e utile nell'ambito della prevenzione al terrorismo. Non ho inventato nulla, quanto richiesto è parte integrante del secondo rapporto di TETRA del ottobre 2015. E assurdo combattere la mozione. Senza una sorveglianza mirata e coordinata tra i Paesi europei non si ha controllo su giovani e meno giovani che lasciano l'Europa per unirsi alle milizie djihadiste e poi tornare nei Paesi di partenza. E un fenomeno diffuso, per esempio anche in Svizzera, e potenzialmente molto pericoloso per la sicurezza nazionale. Combatte questa mozione assolutamente contestata da tutti gli attori del sistema e sostenuta dal Consiglio federale, la sinistra evidenzia chiaramente di voler combattere con argomenti prettamente ideologici e pretestuosi ogni misura utile a migliorare la prevenzione contro il terrorismo e la sorveglianza.

L'ideologia per taluni è purtroppo più forte della necessità di sicurezza per il Paese.

Mein Vorstoss, dessen Annahme der Bundesrat beantragt, stützt sich auf den zweiten Tetra-Bericht. Dschihadistisch motivierte Reisende können nur von einer Reise in ein Konfliktgebiet abgehalten werden, wenn sie in nationalen oder internationalen polizeilichen Fahndungssystemen ausgeschrieben sind. Die verdeckte Registrierung über das SIS und damit im ganzen Schengen-Raum ist also notwendig

und strategisch. Wer daran zweifelt, braucht nur die Seiten 17 und 18 des Berichtes zu lesen.

Man kann es nicht bestreiten; was darin beschrieben wird, ist sehr klar. Diese Massnahme ist notwendig, diese Massnahme ist nützlich, und diese Massnahme ist dringend. Mit der Annahme dieser Motion wird dies auch vom Parlament bestätigt. Dann ist es in der Kompetenz des Bundesrates, die notwendigen gesetzlichen Änderungen vorzulegen, damit es für das Fedpol auch konkret möglich wird, im SIS eine Registrierung von dschihadistisch motiviert reisenden Personen durchzuführen. Besten Dank für die Unterstützung.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Bundesrat beantragt, die Motion anzunehmen. Die Motion wird von Herrn Carlo Sommaruga bekämpft.

Sommaruga Carlo (S, GE): Si la motion semble être une bonne idée en apparence, elle montre toutefois comment l'on peut défendre des idées qui déploient des effets inattendus et qui s'inscrivent exactement dans ce que les opposants à la loi sur le renseignement dénoncent, à savoir une surveillance accrue et systématique, sans discrimination.

La présente motion vise à faire en sorte que, en Suisse, pour un certain nombre de personnes, une espèce de fiche S soit introduite. Cette dernière, pour ceux qui ne suivent pas l'actualité française, est établie par les autorités de police sur un certain nombre de personnes. Or il a été démontré que les fiches S, qui sont des fiches de sécurité, contenaient un certain nombre d'inexactitudes et empêchaient des personnes n'ayant rien à se reprocher de pouvoir vivre librement et dans le respect de leurs droits fondamentaux.

On me dira que, bien entendu, la motion concerne les personnes qui ont des motivations terroristes. Si, effectivement, nous sommes dans une situation où quelqu'un a des motivations terroristes, c'est que la police et le service de renseignement ont déjà découvert ces motivations. La personne en question peut donc faire l'objet d'une procédure pénale, en tout cas préliminaire, et il n'y a par conséquent pas besoin d'une investigation secrète. Il s'agit de faire en sorte que s'il y a nécessité d'ouvrir une procédure pénale, elle soit ouverte, mais que si cette procédure pénale n'aboutit pas et qu'elle est close, il n'y a pas de raison qu'une information puisse encore être intégrée dans le dossier d'enquête et qu'il y ait une investigation secrète. La motion semble donc, en théorie, prévoir une solution de bon sens; dans les faits, c'est une extension extrêmement importante de la surveillance individuelle.

Aujourd'hui, le dispositif pénal permet d'ouvrir des enquêtes préliminaires, de suivre une personne qui a des motivations terroristes. Nous ne devons pas donner encore à la police fédérale des compétences relevant du service de renseignement, ce qui aboutirait, comme je vous l'ai dit, à créer un nouveau fichier, à instaurer de nouvelles surveillances, alors que les moyens à disposition sont suffisants. En plus, il n'y aurait pas vraiment de possibilité pour les personnes concernées de pouvoir faire valoir leurs droits correctement à la suite de ces mesures dites «de police» déployées à leur encontre. A noter que la définition de la notion de «voyageur à motivations terroristes» est si floue qu'elle pose problème. Pour toutes ces raisons, je vous invite à rejeter la motion.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Der Motionär möchte für die verdeckte Registrierung von verdächtigen Personen im Schengener Informationssystem (SIS) eine gesetzliche Grundlage schaffen.

Bei der verdeckten Registrierung handelt es sich um eine spezielle Personenfahndung in den polizeilichen Informationssystemen, und von dieser Ausschreibung erhält die betroffene Person keine Kenntnis; deshalb ist es eben eine verdeckte Registrierung. Diese Registrierung ermöglicht der ausschreibenden Stelle, anlässlich einer polizeilichen Anhaltung und Kontrolle Informationen über diese Person zu erhalten. Erhoben werden Informationen z. B. über die Reisezeit und den Reiseweg, Reisedokumente und Gepäck, Be-

gleitpersonen sowie Transportmittel. Diese Informationen können eben Aufschluss geben über mutmasslich begangene Straftaten.

Bis heute haben neun Kantone in ihren Polizeigesetzen die Grundlage geschaffen, um verdächtige Personen verdeckt ausschreiben zu können. Der Bundesrat ist wie auch der Motionär der Ansicht, dass die verdeckte Ausschreibung ein wichtiges Instrument für die Verhinderung und Aufdeckung von Straftaten ist. In diesem Sinn ist die Motion bereits in Auftrag gegeben: Der Bundesrat hat mein Departement im Juni dieses Jahres beauftragt, bis spätestens Ende 2017 einen Vernehmlassungsentwurf vorzulegen.

Das sind die Gründe, weshalb Ihnen der Bundesrat die Annahme der Motion beantragt – weil das ganz auf unserer Linie liegt.

Ich möchte gerne noch etwas zu den Vorbehalten von Herrn Nationalrat Carlo Sommaruga sagen. Er äussert die Befürchtung, dass dann auch unverdächtige Personen verdeckt registriert werden und in diesem Register sind. Es ist richtig, dass diese Personen nicht informiert werden. Für die betroffenen Personen gelten aber die gleichen Auskunfts- und Korrekturrechte in Bezug auf diese Registrierungen wie für alle anderen, und wir werden sicher klar geregelte Auskunfts- und Beschwerdemöglichkeiten sicherstellen, weil das die Verhältnismässigkeit und die Verfassungskonformität auch verlangen.

Betreffend Ihre Ausführungen zum Nachrichtendienst gibt es schon einen Unterschied: Sofern die Bevölkerung am nächsten Abstimmungstermin das Nachrichtendienstgesetz annimmt, erhält das Fedpol eine rechtliche Grundlage für eine verdeckte Registrierung. Es kann dann solche Registrierungen in den Polizeifahndungssystemen SIS und Ripol vornehmen. Aber im Unterschied zum Nachrichtendienst des Bundes muss eben das Fedpol bereits begangene Straftaten feststellen und ermitteln können. Der Nachrichtendienst ist hingegen präventiv tätig, er muss eine Bedrohungslage im Zusammenhang mit diesen Personen einschätzen können. Für bereits begangene Straftaten ist aber nicht mehr der Nachrichtendienst, sondern eben das Fedpol am Zug. Das sind die Gründe, weshalb wir der Meinung sind, dass es hier eben richtig ist, dass diese verdeckten Registrierungen nicht nur vom Nachrichtendienst, sondern unter den anderen Voraussetzungen eben auch vom Fedpol gemacht werden können.

Wir bitten Sie, diese Motion anzunehmen.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Bundesrat empfiehlt die Annahme der Motion. Sie wurde aber bekämpft.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominativ: Beilage – Annexe 16.3213/13 845)

Für Annahme der Motion ... 149 Stimmen

Dagegen ... 39 Stimmen

(1 Enthaltung)

14.3691

**Motion FDP-Liberale Fraktion.
Keine Einwanderung
in unser Sozialsystem**

**Motion groupe libéral-radical.
Interdire le recours à l'aide sociale
pour les étrangers qui arrivent
en Suisse**

Nationalrat/Conseil national 14.09.16

Nantermod Philippe (RL, VS): L'aide sociale n'est pas une assurance sociale; l'aide sociale est une organisation qui